

Notre consommation est-elle équitable?

Le Luxembourg achète équitable.

De plus en plus!



Roodt-sur-Syre, le 15 décembre 2008



*Comment se positionne le consommateur face à l'achat de produits Fairtrade au Luxembourg ? Quelle politique d'achats publics doit mener l'Etat luxembourgeois afin d'assurer une cohérence entre les principes de développement durable et sa politique de coopération ?*

À l'occasion de ses 15 ans, TransFair-Minka a voulu en savoir plus sur ces questions. À cet effet, l'organisation a mis en rapport la récente étude sur la consommation durable, sollicitée par le Mouvement Ecologique, avec les précédentes études TNS ILRES, réalisées sur les produits TransFair.

Les consommateurs de produits équitables sont de plus en plus nombreux.

Les résultats sont à la fois étonnants et encourageants : 40% de la population achète souvent voire toujours des produits labellisés Fairtrade/TransFair.

En 2002, 16% des personnes interviewées déclaraient acheter régulièrement des produits équitables. Trois ans plus tard, l'augmentation était à peine perceptible (1%). En 2008 par contre, nous observons une augmentation importante : 40% des interviewés disent acheter équitable, dont 23% disent presque toujours. Le pourcentage de personnes qui achètent de temps en temps des produits labellisés Fairtrade/TransFair a aussi fortement augmenté (il passe de 73 à 88%); un énorme potentiel à exploiter.

Un style de vie visant à consommer de façon durable se propage dans de nombreux pays. Aux Etats-Unis les nouveaux consommateurs sont appelés des "LoHas", acronyme pour «Lifestyle of Health and Sustainability». ». D'après certaines études, ces nouveaux consommateurs représentent 30% du marché. Ils se battent pour mettre en avant un «achat réfléchi». En tant que consommateurs critiques, ils refusent une mondialisation sauvage. Ils traduisent leur attitude en actes concrets, notamment en faisant des achats responsables.

## **La consommation durable ne tient pas qu'au consommateur individuel !**

Le commerce équitable n'a pas encore atteint une part de marché de 40% au Luxembourg et les produits TransFair se limitent souvent à un seul rayon. Il ne suffit pas que le consommateur achète régulièrement des produits issus du commerce équitable, mais les changements doivent également s'opérer aux endroits où l'on consomme en masse et qui jusque-là restent des zones démunies de produits Fairtrade : grandes entreprises, cantines, gastronomie, ...

Si les produits à valeur sociale sont amenés à se répandre sur le marché, il faudra que la grande distribution suive et que les entreprises reconnaissent leur responsabilité sociale. Et cela particulièrement en ce moment où nous vivons une grave crise économique due à la spéculation à outrance et à la rapacité.

## **La jeunesse participe!**

Il est très réjouissant de constater qu'il n'y a presque pas de différence en pourcentage d'achats équitables entre les adolescents et la moyenne de la population. 37% des adolescents et jeunes adultes (15-24 ans) achètent souvent voire toujours des produits équitables. Voilà un signe encourageant qui permet de conclure que le travail de sensibilisation effectué par les enseignants - souvent en collaboration avec des ONG - porte ses fruits.

La disposition à acheter des produits équitables est la plus faible auprès des 25-34 ans: seulement 28% d'entre eux achètent régulièrement voire toujours des produits Fairtrade. Notons que les générations plus âgées (à partir de 50 ans) sont au-dessus de la moyenne avec 53% d'interviewés achetant des produits Fairtrade.

On peut constater que les cadres supérieurs et les professions libérales sont très sensibles à cette thématique : 43% achètent souvent voire toujours des produits TransFair.

## **Un tournant décisif ? Ce ne sont pas que ceux qui gagnent bien qui consomment des produits équitables !**

L'étude actuelle montre que ce ne sont pas que ceux qui gagnent beaucoup qui peuvent ou veulent s'offrir des produits labellisés Fairtrade: on ne retrouve pas d'écart dans le mode de consommation des différentes classes sociales. Les personnes avec des salaires plus bas dépensent souvent plus en produits Fairtrade (28% achètent souvent resp. 31% presque toujours des produits Fairtrade) par rapport à la moyenne de la population (23%).

## **L'Etat luxembourgeois doit aussi s'investir !**

Le 6 juillet 2006 une résolution concernant le commerce équitable et le développement durable a été voté au Parlement Européen. Cette résolution donne une définition assez claire

et communément acceptée du commerce équitable. À l'époque, le commissaire européen pour le commerce extérieur, Peter Mandelson, s'exprimait en faveur du commerce équitable: «Le commerce équitable incite le consommateur à réfléchir, c'est un mode développement que nous devons estimer. Nous avons besoin de politiques cadres cohérentes et cette résolution va grandement y contribuer».

En ce qui concerne la situation juridique, le ministre compétent en la matière a pris position par rapport à la question parlementaire N.2222 du 14 janvier 2008: «l'article 89 du règlement grand ducal du 7 juillet 2003 prévoit la possibilité d'intégrer parmi les critères d'attribution l'aspect social de l'offre, de sorte que la référence à des critères du commerce équitable est possible. »

Maintenant il ne reste plus qu'à réaliser ceci de façon conséquente et cohérente au Luxembourg. Au niveau de l'Union Européenne, l'engagement est pris, et le Luxembourg doit mettre les choses en place. Citons un exemple encourageant au sein de l'Union Européenne: le gouvernement irlandais, au pouvoir depuis 2007, s'est engagé dans son programme électoral pour une politique d'achats équitable.

En prévision de l'année électorale 2009, TransFair-Minka a voulu connaître l'avis de la population sur cette question: Le nouveau gouvernement doit-il, dans le soucis d'assurer une cohérence entre les principes de développement durable et sa politique de coopération, s'engager pour une politique d'achats publics équitables ?

77% des interviewés se sont prononcés en faveur d'un tel engagement. On remarque qu'il y a un consensus sur ce point entre les participants de cette étude toutes catégories de salaire confondues.

En particulier, les personnes âgées de 25 à 49 ans souhaitent que le gouvernement adopte une politique d'achat équitable. (81% de cette classe d'âge le souhaitent, contre 77 % pour la moyenne de la population de 77% et 64% pour les personnes de plus de 65 ans.)

En inscrivant, de façon obligatoire, les critères du commerce équitable dans la politique d'achats publics, un développement durable peut se concrétiser au Sud.

Le Luxembourg pourrait être un pionnier dans ce domaine et ceci bien au-delà de nos frontières! En se retrouvant il y a quelques mois autour d'un petit-déjeuner équitable dans le château de Senningen, les membres du gouvernement ont déjà posé des jalons. Dans quelques ministères, une dynamique positive se manifeste. L'Etat luxembourgeois pourrait servir d'exemple au niveau international.